

Quelques jours après la grande victoire populaire du 10 mai dernier, et l'élection à la présidence de la République de François Mitterrand, je veux vous dire l'immense espoir de renouveau qui est celui de la F.E.N.

Certes, nous savons que tout ne sera pas possible et que nos souhaits les plus ardents ne pourront certainement pas trouver de réponse satisfaisante dans l'immédiat, tant le passif est lourd et tant est grave le bilan de la politique anti-sociale imposée depuis plusieurs décennies.

Mais nous ne renoncerons à aucune de nos revendications et à aucun de nos objectifs. En syndicalistes réalistes et constructifs, nous nous refuserons à toute surenchère et à toute démagogie parce que notre désir profond, que j'exprime publiquement de la manière la plus nette est que la gauche l'emporte aux prochaines élections législatives de juin 1981.

Dès maintenant, nous établissons les bilans et préparons les dossiers d'objectifs. De grandes négociations sont annoncées. Si la victoire du 10 mai est confirmée par celle du mois de juin, alors, de vastes horizons s'ouvriront enfin devant nos pas.

Nous sommes prêts à discuter pour rendre irréversibles les grandes réformes de structures et d'esprit, capables de redonner au service public et laïque de l'Education Nationale la place éminente qui doit être la sienne dans un grand pays moderne.

Nous sommes prêts à discuter pour que l'école vive mieux en phase avec son temps, qu'elle s'ouvre à la vie et sur la vie, qu'elle intègre les réalités économiques et sociales pour mieux les dominer, qu'elle représente pour tous les jeunes y compris les jeunes handicapés la grande chance de leur existence.

Je suis sûr que la masse immense de nos camarades enseignants ou personnels d'éducation est prête à concrétiser l'espoir, et à créer ces dynamiques nouvelles qui leur donneront une plus grande dignité d'eux-mêmes et de leur mission au service du peuple.

Si le prochain ministre de l'Education Nationale est animé de cette volonté politique profonde de transformations qualitatives du service public d'éducation et de formation, alors les décennies qui viennent pourront mesurer ce qu'est la vraie grandeur d'un pays.

Aujourd'hui, les forces vives de la nation piaffent d'impatience sur la ligne de départ. Les projets s'élaborent. Des hommes et des femmes animés d'une foi nouvelle au service de la nation se préparent à prendre de hautes responsabilités.

A notre place, comme syndicalistes responsables, conscients d'avoir porté et maintenu nous-mêmes dans l'adversité pendant 23 ans les idéaux qui ont triomphé le 10 mai, nous entendons aujourd'hui tout mettre en œuvre pour que le changement et le progrès se traduisent dans les faits.

L'adaptation et l'éducation spécialisée représenteront pour le prochain gouvernement une affaire politique et de principe, et pas seulement une question de structures.

Nous savons que le problème des établissements privés est complexe. Nous savons que les sensibilités qui y prévalent ne peuvent être négligées. Mais dans la perspective de l'unification du service public et laïque de l'Education Nationale, nous ne saurions mettre à part ces établissements même si leur spécificité exige des dispositions particulières.

En tout état de cause, il faut qu'on sache de la manière la plus nette que nous ne revendiquons pas le monopole de l'enseignement et que l'intégration des personnels de l'enseignement privé dans le secteur public ne saurait être que le résultat de la négociation. Rien ne devra être imposé, parce que notre proposition est une proposition de paix scolaire, une solution de bon sens et de raison au service de l'enfance, et nous en sommes certains au service de la nation.



IL N'Y A PAS DE FATALITE DE L'INEGALITE

Je ne saurais oublier que les journées de l'A.P.A.J.H. ont voulu se situer dans le cadre de l'année internationale des personnes handicapées, mais en même temps dans celle du Centenaire des lois laïques.

Dès la semaine prochaine, les manifestations prévues par le C.N.A.L. vont se dérouler dans toute la France : c'est la fête que nous voulons recréer autour de l'école laïque et déjà nous savons que plus de 1 000 de ces fêtes auront lieu d'ici la fin du mois de juin.

La fête, parce que la laïcité c'est la liberté, parce que ce mot a été trop longtemps tronqué, et dévié de son sens.

Après la revanche des cléricaux prise sous le gouvernement de Vichy dans une des époques les plus sombres de notre histoire, toute l'évolution des 40 dernières années, malgré les batailles que nous avons menées ensemble a progressivement conduit à créer face à l'école publique un secteur privé confessionnel et patronal en concurrence directe. Il s'agissait d'utiliser cette école bénéficiant de toutes les largesses de l'Etat gaulliste ou giscardien, pour essayer de discréditer l'école laïque et pour tenter d'impulser dans l'opinion publique, et notamment chez les familles les plus modestes un courant, « d'étiquette populaire », en faveur d'une école en apparence banalisée, mais en réalité subordonnée aux intérêts d'une église ou à ceux du capitalisme.

Dans la dernière période la volonté de privatisation renforcée a représenté une ligne directrice du régime. Mais il y a pire. Des ministres, et en particulier celui de l'Education, ont cherché à donner aux jeunes et aux familles le sentiment de la fatalité de l'inégalité. Qu'on se souvienne de certain discours de Sélestat !

Il s'agissait de normaliser le handicap, si j'ose dire, handicap social, mais aussi toutes les formes de handicap par voie de conséquence.

Au nom d'une politique de redéploiement, mais en réalité de régression et d'abandon, des hommes et des femmes de droite ont ainsi contribué, par leur politique et par leur refus des moyens, à encourager la désespérance.

Le secteur de l'enfance handicapée illustre assez dramatiquement cette politique. L'Etat a laissé tout le terrain ou presque à l'initiative privée et je dois rendre hommage au nom de la F.E.N., à tous ceux et à toutes celles qui ont consacré ou qui consacrent l'essentiel de leur vie, à l'épanouissement le meilleur de ces jeunes desservis par la vie et la société, dans le cadre d'associations laïques.

On n'a peut-être pas toujours mesuré ce qu'exigeait d'efforts, de sacrifices et de dévouements un tel engagement dans un milieu le plus souvent mercantile.

Combien avons-nous constaté ailleurs d'exploitations de la détresse humaine et de l'angoisse des parents au nom de prétendus sentiments humanistes ou d'une pseudo politique sociale !

Combien de discours chaleureux avons-nous entendu de la part des membres des gouvernements de la droite ! Que de paroles, pour aussi peu d'actes réels de la part de notre Education Nationale.

Je me garderai bien sûr de noircir le tableau. Des réalisations étonnantes ont été faites grâce aux militants, aux enseignants, aux personnels, aux parents. Des progrès ont eu lieu grâce à l'action syndicale, mais sur le fond notre ministère s'est toujours refusé à prendre en charge un secteur d'éducation qui est naturellement de sa compétence.